

**Conseil économique et social**Distr. générale
13 septembre 2021Français
Original : anglais**Commission économique pour l'Afrique**
Comité des politiques sociales, de la lutte contre la pauvreté et du genre
Quatrième réunionEn ligne, 17 et 18 novembre 2021
Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire*
Séances parallèles**Exploiter les emplois productifs : doter les femmes et les filles des compétences de demain****Aide-mémoire****I. Contexte**

1. La quatrième réunion du Comité des politiques sociales, de la lutte contre la pauvreté et du genre se tiendra en ligne les 17 et 18 novembre 2021, sur le thème « Mieux construire pour un avenir inclusif et résilient dans le contexte du COVID-19 ».
2. Dans le cadre de la réunion, la Division du genre, de la lutte contre la pauvreté et des politiques sociales de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) organisera un certain nombre de séances parallèles, dont une sur le thème : « Exploiter les emplois productifs : doter les femmes et les filles des compétences de demain ».

II. Cadre général

3. Conformément au thème de la quatrième session du Comité, qui porte sur la croissance résiliente par la création d'emplois productifs, cette séance parallèle portera sur les nouvelles compétences requises pour les emplois productifs de l'avenir, sur les possibilités qu'auront les femmes et les filles d'acquérir ces compétences et sur les défis qu'elles devront relever pour y parvenir. Une grande partie des emplois et des compétences requises sont numériques et sont largement liés à la quatrième révolution industrielle. Ces emplois apportent l'innovation technologique aux secteurs industriels et commerciaux traditionnels et nécessitent l'intégration de disciplines théoriques et éducatives telles que la biotechnologie, la nanotechnologie, la technologie spatiale, la technologie agricole, l'analyse de mégadonnées, l'Internet des objets, la robotique, l'impression tridimensionnelle, l'intelligence artificielle et l'informatique en nuage.
4. À l'échelle mondiale, le nombre d'appareils connectés à l'Internet des objets a atteint 11,7 milliards en 2020, dépassant pour la première fois le nombre d'appareils qui ne le sont pas. Ce chiffre devrait passer à 30 milliards

* E/ECA/CSPPG/4/1.



d'ici 2025.¹ En 2018, le marché de l'Internet des objets était évalué à 151 milliards de dollars et devait atteindre 1 600 milliards de dollars en 2025.² Le marché mondial des biotechnologies devrait atteindre 2 440 milliards de dollars d'ici 2028.³ L'émergence de la médecine régénérative, l'utilisation de la technologie de diagnostic génétique et la pénétration de l'intelligence artificielle devraient stimuler les progrès et offrir de nouvelles possibilités pour l'Afrique de tirer parti des tendances mondiales et de créer des emplois productifs.

5. Compte tenu du rythme et de l'ampleur des bouleversements à venir qu'entraînera la quatrième révolution industrielle, maintenir le niveau des compétences requises deviendra encore plus difficile que lors des révolutions industrielles précédentes.⁴ Selon les estimations, près de la moitié des connaissances techniques acquises par les étudiants au cours de la première année d'un diplôme technique de quatre ans deviennent obsolètes au moment où ces étudiants obtiennent leur diplôme, ce qui entraîne des changements sans précédent dans le contenu du programme de base.⁵ Une nouvelle approche de la formation des compétences et du maintien des connaissances est donc nécessaire, l'apprentissage tout au long de la vie devenant une pratique courante.

6. La fusion des mondes physique, numérique et biologique, alimentée par ces progrès est extrêmement prometteuse, mais pourrait aussi être dangereuse. Répondre à cette demande de création d'emplois productifs et d'économies émergentes nécessitera un brassage des filières universitaires, l'innovation dans l'intégration et l'adaptation des modèles et cadres théoriques traditionnels, la dispense d'une formation pratique « sur le tas » ou in situ, la multiplication de possibilités de recherche-développement appliquée et le raccourcissement des délais de mise sur le marché des idées, de la phase de conception au développement et à la distribution.

7. Ces changements et tendances technologiques remodelent le développement et la durabilité des futurs marchés du travail et dépendent fortement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques. Par exemple, on s'attend à ce qu'au moins 40 % des nouveaux projets de développement d'applications comprennent des codéveloppeurs d'intelligence artificielle dans leurs équipes d'ici 2022.⁶ Selon le Forum économique mondial, la transformation numérique augmentera considérablement la demande de capacité de travailler avec des données et de prendre des décisions fondées sur des faits, qui deviendront des compétences essentielles dans de nombreuses familles d'emplois. Les pays auront donc besoin d'une main-d'œuvre dotée de solides compétences en matière d'analyse et de présentation des données.⁷ Les femmes et les jeunes doivent acquérir ces compétences. Faute de quoi ils seront exclus du futur marché du travail et laissés pour compte lorsque les emplois du futur commenceront à émerger et à prendre forme.

¹ Knud Lasse Lueth (IoT Analytics), "State of the IoT 2020: 12 billion IoT connections, surpassing non-IoT for the first time", 19 novembre 2020

² Knud Lasse Lueth (IoT Analytics), "State of the IoT 2018: Number of IoT devices now at 7B – Market accelerating", 8 août 2018.

³ Grand View Research, "Biotechnology market size, share & trends analysis report by technology (DNA sequencing, nanobiotechnology), by application (health, bioinformatics), by region, and segment forecasts, 2021-2028".

⁴ Infosys, "Amplifying human potential: education and skills for the fourth industrial revolution", 2016.

⁵ Scott McLeod and Karl Fisch, "Shift happens", <https://shifthappens.wikispaces.com>, cité dans Forum économique mondial, "The future of jobs: employment, skills and workforce strategy for the Fourth Industrial Revolution", Global Challenge Insight Report (Genève, Forum économique mondial).

⁶ Knud Lasse Lueth, "State of the IoT 2018".

⁷ Scott McLeod and Karl Fisch, "Shift happens", <https://shifthappens.wikispaces.com>, cité dans Forum économique mondial, "The future of jobs: employment, skills and workforce strategy for the Fourth Industrial Revolution", Global Challenge Insight Report (Genève, Forum économique mondial).

8. L'inégalité technologique se creuse au niveau mondial. Ceux qui sont connectés numériquement sont les mieux placés pour récolter les nombreux avantages de la révolution numérique et virtuelle. L'Afrique est la région où la proportion de personnes qui utilisent l'Internet est la plus faible, avec 29 % en 2019, contre une moyenne mondiale de 51 %.⁸ Une telle disparité pourrait exacerber les inégalités existantes en matière de richesse, de revenus, d'opportunités, d'éducation et de santé.⁹ Le fossé numérique entre les sexes s'est également creusé : l'écart mondial entre les sexes en matière d'utilisation de l'Internet est passé de 11,0 % en 2013 à 17,0 % en 2019, tandis qu'en Afrique, cet écart est passé de 20,7 % en 2013 à 33,0 % en 2019.¹⁰ La pandémie de COVID-19 a encore élargi le fossé numérique entre les genres, en particulier là où la bande passante Internet disponible est accaparée par la hausse de la demande de solutions en ligne.

9. La dernière édition du Rapport sur les femmes africaines publié par la CEA, qui portera sur les écosystèmes financiers numériques en tant que voies d'autonomisation économique des femmes en Afrique, mettra en évidence les disparités entre les genres dans l'utilisation des technologies de l'information et des communications, de l'Internet mobile et d'autres services numériques. Malgré les améliorations apportées aux infrastructures de connectivité numérique dans de nombreuses régions d'Afrique, les femmes ont tendance à moins utiliser les services numériques que les hommes dans presque tous les domaines. Par conséquent, l'infrastructure et les services numériques sont sous-utilisés en général. Étant donné que l'infrastructure de connectivité numérique constitue toujours l'épine dorsale de l'industrialisation virtuelle et numérique, il est impératif de situer les problèmes qui contribuent à la faible utilisation des services numériques par les femmes et les filles, le but étant de concevoir des solutions qui tiennent compte de la dimension de genre.

10. L'avènement des cours en ligne ouvert à toutes et à tous, l'automatisation du travail hautement qualifié et la demande de nouvelles compétences en science des données ont permis l'émergence de nombreuses possibilités d'éducation et de formation. Par exemple, les emplois les plus demandés dans la plupart des secteurs d'activité d'ici 2022 concerneront l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique et la science des données. Étant donné que l'ensemble des compétences nécessaires dans le domaine de la science des données évolue rapidement à mesure que les technologies progressent, les spécialistes de ce domaine ont besoin d'une formation et d'un perfectionnement constants pour suivre les dernières tendances.¹¹ En outre, les employeurs, s'éloignant des pratiques de recrutement et des profils de personnel traditionnels, commencent à voir au-delà des compétences techniques et de l'éducation formelle, et attendent des employés actuels et des futures recrues qu'ils possèdent des aptitudes et des compétences pratiques liées au travail.¹² Il est urgent de mettre en place des politiques de l'emploi structurées qui soient inclusives, tenant compte des questions de genre et conformes aux exigences du lieu de travail de demain, largement axé sur la technologie.

11. Dans le cadre du programme de travail de la CEA pour 2022, le sous-programme 6 (Genre et participation des femmes au développement) a une composante consacrée au renforcement de la capacité des États membres de

⁸ Les proportions peuvent varier en fonction des sources utilisées. Par exemple, selon la base de données 2020 des indicateurs mondiaux des télécommunications/TIC, la proportion d'individus utilisant Internet en 2019 était de 28,6 % en Afrique et de 51,4 % dans le monde.

⁹ Union internationale des télécommunications (2019), *Measuring digital development Facts and Figures 2020* (Mesurer le développement numérique : faits et chiffres 2020).

¹⁰ Union internationale des télécommunications (2019), "Measuring digital development: Facts and figures 2019" (Mesurer le développement numérique : faits et chiffres 2019).

¹¹ Kasey Panetta, "Gartner Top 10 strategic technology trends for 2020", 21 octobre 2019.

¹² James Bessen (Harvard Business Review), "Employers aren't just whining – the 'skills Gap' is real", 25 août 2014.

réimaginer positivement les dimensions de genre dans leur transformation économique et numérique en tant qu'important domaine de résultats. Plus précisément, le sous-programme se concentrera sur la mesure de la performance qui porte sur le développement de la capacité de cinq pays africains (Cameroun, Érythrée, Lesotho, Sierra Leone et Tunisie) d'introduire et de réviser des politiques et des programmes destinés à réduire la fracture numérique entre les genres, en s'appuyant sur les résultats des années précédentes.¹³ Les technologies numériques de l'information et des communications sont essentielles pour stimuler une économie numérique et de l'information prometteuse dans toute l'Afrique, créer les emplois de l'avenir pour la population jeune croissante du continent, constituer une masse critique de travailleurs hautement qualifiés et techniquement compétents pour le marché du travail et fournir les outils nécessaires à l'autonomisation des femmes et des filles sur l'ensemble du continent. Les travaux dans ce domaine du sous-programme 6 devraient se poursuivre en 2023 et probablement en 2024.

12. Les femmes et les jeunes filles, qui continuent de se heurter à des obstacles culturels et institutionnels dans l'éducation et la formation aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, peuvent facilement être intégrées dans les espaces virtuels émergents et les initiatives numériques. Cela permettrait d'augmenter le nombre de femmes et de jeunes filles possédant les compétences qui seront essentielles sur le marché du travail mondial émergent (grâce à l'amélioration des compétences, au recyclage et à l'apprentissage continu) et de réduire les nombreux obstacles auxquels les femmes sont confrontées en termes d'inclusion active et de participation à la vie publique et à la société en général (grâce à la diminution du besoin d'être physiquement présent).

13. L'objectif de cette séance parallèle est d'examiner la mesure dans laquelle les femmes et les filles peuvent être mieux dotées des compétences de demain afin d'être qualifiées pour les emplois plus productifs qui émergeront à la suite de l'inévitable industrialisation numérique et virtuelle du marché du travail.

III. Objectifs

14. Les objectifs généraux de la séance parallèle sont de donner aux États membres l'occasion de discuter et d'approfondir leur compréhension de ce qui doit être fait pour cultiver chez les femmes et les filles les connaissances avancées en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques et les compétences numériques nécessaires pour le marché du travail émergent à forte intensité technologique, et de fournir un retour d'information et une contribution sur la façon de relever les défis actuels que les femmes et les filles rencontrent dans l'éducation, la formation et l'engagement dans ces domaines.

15. Plus précisément, il s'agira de :

a) Fournir un cadre de discussion sur le rôle de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques dans le futur marché du travail pour les femmes et les filles en Afrique ;

b) Donner l'occasion aux participants de discuter des défis auxquels les femmes et les filles sont confrontées lorsqu'elles poursuivent des carrières dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques, en dégageant leur rôle dans les espaces virtuels et en adoptant la révolution technologique numérique ;

¹³ Les pays sont choisis parmi les cinq sous-régions en fonction d'une série de facteurs, notamment la maturité des technologies de l'information et des communications et des infrastructures technologiques dans ces pays.

c) Faciliter le retour d'information et les recommandations – qui alimenteront les travaux du sous-programme 6 en 2022 et au-delà – sur la façon dont la CEA peut mieux soutenir ses États membres en s'attaquant aux disparités entre les sexes dans le domaine du numérique, au déficit potentiel de compétences entre les sexes dans la quatrième révolution industrielle et aux obstacles culturels, sociaux et institutionnels à l'éducation et à la formation en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques pour les femmes et les filles.

IV. Résultats escomptés

16. Les résultats suivants sont attendus de la séance parallèle :

a) Une meilleure compréhension des barrières culturelles et sociales qui empêchent les femmes et les filles de poursuivre des études et des formations dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques, et une plus grande capacité de recenser les partis pris institutionnels qui peuvent marginaliser les femmes et les filles et les cantonner à certains rôles par la ségrégation et l'exclusion professionnelles, notamment dans les secteurs du numérique et de la technologie ;

b) Le recensement des nouvelles possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, d'éducation et de formation qui répondent aux nombreux défis auxquels les femmes et les filles sont déjà confrontées dans la poursuite de la recherche et des parcours professionnels liés à la quatrième révolution industrielle, à la révolution numérique et à l'utilisation toujours plus importante des espaces et solutions virtuels ;

c) Une meilleure connaissance des interventions politiques visant à créer un environnement propice à l'excellence des femmes et des filles dans l'utilisation de la technologie, les dotant ainsi des compétences professionnelles dont elles auront besoin à l'avenir.

V. Format

17. La séance parallèle se tiendra sous la forme d'une séance de groupe pendant la quatrième réunion du Comité, comme indiqué dans l'ordre du jour provisoire. Une présentation thématique sera faite par le secrétariat du Comité, qui sera suivie de débats au cours desquels les experts concernés feront des observations et des commentaires, tireront des conclusions et formuleront des recommandations.

VI. Documentation

18. La séance parallèle s'appuiera sur les recherches et les analyses fournies dans les publications, les documents techniques et les supports de connaissance pertinents. Ceux-ci seront communiqués en ligne aux participants pendant la séance parallèle.

VII. Participation

19. La participation à la séance parallèle sera ouverte aux experts des États membres de la CEA venant des ministères chargés des questions de genre, d'éducation, de développement social et d'emploi.

20. La Division du genre, de la lutte contre la pauvreté et des politiques sociales assure l'organisation des réunions et le secrétariat du Comité des politiques sociales, de la lutte contre la pauvreté et du genre.

VIII. Langues

21. La séance parallèle se déroulera en anglais et en français, avec interprétation simultanée.
-